Centre de traitement des matières organiques (CTMO)

Procès-verbal de l'assemblée régulière
Comité de suivi Ouest

Rencontre du 26 septembre 2018
Mairie de Saint-Laurent

PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE RÉGULIÈRE

CENTRE DE TRAITEMENT DES MATIÈRES ORGANIQUES (CTMO)
COMITÉ DE SUIVI OUEST

LE 26 SEPTEMBRE 2018
18 h 00 – 19 h 20
MAIRIE DE SAINT-LAURENT
777 boulevard Marcel-Laurin
Montréal (QC) H4M 2M7

Présenté à :	Comité de suivi – Ouest
Rédaction du procès-verbal :	Transfert Environnement et Société 5524, rue Saint-Patrick Montréal, (Québec) H4E 1A6
Animation :	Danny King, *animateur* Caroline Martel, *secrétaire*

Table des matières

1 Participants à la rencontre 1
2 Objectifs de la rencontre 2
3 Déroulement 2
4 Procès-verbal 2

Liste des annexes

Annexe 1 Liste des décisions et des suivis 11
Annexe 2 Présentation réalisée au Comité de suivi – Ouest 13
Annexe 3 Revue de presse 21

Liste des tableaux

Tableau 1 : Liste des décisions de l'assemblée régulière du 20 septembre 2017 3

Tableau 2 : Liste des suivis de l'assemblée régulière du 20 septembre 2017 3

1 PARTICIPANTS À LA RENCONTRE

Membres présents à l'assemblée régulière du Comité de suivi - Ouest :

Beaulac, Gaby	Représentante administrative - Saint-Laurent
Blain, Éric	Représentant du promoteur - Ville de Montréal
Desrosiers, Linda	Citoyenne - Ahuntsic-Cartierville
Déziel, Guy	Représentant d'un organisme de la société civile - Pierrefonds-Roxboro - Vert Cité
Gignac, Yves	Élu - Pierrefonds-Roxboro
Kayal, Michel	Citoyen - Pierrefonds-Roxboro
Lortie-Fournier, Ève	Représentante d'un organisme de la société civile œuvrant en Environnement à l'échelle montréalaise - Regroupement des écoquartiers de Montréal (*EN REMPLACEMENT DE NICOLAS MONPETIT*)
Mainville, Sophie	Représentante d'un organisme de la société civile - Saint-Laurent - Développement économique Saint- Laurent
Miele, Francesco	Élu - Saint-Laurent
Rémy, Élyse	Représentante d'un organisme de la société civile - Ahuntsic-Cartierville - Ville en vert
Nakhoul, Youssef	Représentant des industries – Mitacor Industries

Autres participants :

Roberge, Maxime	Représentant du promoteur - Ville de Montréal
Caron-Dionne, Alexis	Représentant du promoteur - Ville de Montréal – Service de l'environnement

Consultant (Transfert Environnement et Société) :

King, Danny	Animateur
Martel, Caroline	Secrétaire

Membres absents à l'assemblée régulière du Comité de suivi – Ouest :

Beaudoin, Stéphane	Représentant administratif - Pierrefonds-Roxboro
Giannou, Effie	Élue - Ahuntsic-Cartierville
Haouari, Yassine	Citoyen - Saint-Laurent
Paquin, Dominique	Représentant administrative - Ahuntsic-Cartierville
McDougall, Patricia	Représentante d'un organisme institutionnel - CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal
Montpetit, Nicolas	*Représentant d'un organisme de la société civile œuvrant en Environnement à l'échelle montréalaise - Regroupement des écoquartiers de Montréal (REMPLACÉ PAR ÈVE LORTIE-FOURNIER POUR LA RENCONTRE)*

Sièges vacants

Représentant de l'exploitant

2 Objectifs de la rencontre

L'assemblée régulière du Comité de suivi – Ouest (« Comité ») du 26 septembre 2018 avait pour but principal d'offrir une mise à jour sur l'état d'avancement du projet, sur le processus d'appel d'offres et de présenter et d'informer les membres du Comité quant à l'assemblée publique à venir.

3 Déroulement

La rencontre a eu lieu à la Mairie de Saint-Laurent, entre 18 h 00 et 19 h 20.

Une présentation PowerPoint (*Annexe 2*) exposant certaines sections de l'ordre du jour a été utilisée dans le cadre de ce Comité.

L'ordre du jour de la rencontre était le suivant :

1. Présentation de l'ordre du jour
2. Prise des présences
3. Retour sur la dernière assemblée
4. État d'avancement du projet
5. Présentations thématiques
    - Appels d'offres
    - Assemblée publique
6. Prochaines rencontres
7. Varia
8. Clôture de l'assemblée

4 Procès-verbal[1]

1. Présentation de l'ordre du jour et prise des présences

M. Éric Blain souhaite la bienvenue aux membres présents à cette première rencontre de 2018. D'entrée de jeu, il offre un survol et de brèves explications concernant les délais des appels offres; ces éléments seront discutés un peu plus tard dans la rencontre.

M. Blain présente ensuite l'ordre du jour. À la suite de la présentation de l'ordre du jour, M. Danny King fait un tour de table pour la prise des présences. La présence de M. Youssef Nakhoul, président de Mitacor Industries, est soulignée; le Comité souhaite la bienvenue à M. Nakhoul en tant que nouveau membre, représentant des industries. Ce dernier se présente et partage quelques inquiétudes que lui ont partagées des entreprises, notamment en ce qui touche la circulation autour du site. M. Blain souligne que ce point sera traité à la section sur les thématiques.

[1] La liste des décisions adoptées par le Comité pour l'assemblée régulière du 26 septembre 2018 et la liste des suivis à réaliser par les membres se trouvent à l'Annexe 1. Les diapositives présentées lors de cette assemblée sont disponibles à l'Annexe 2.

2. Retour sur la dernière assemblée

a. Approbation du procès-verbal de la dernière assemblée

Les membres du Comité approuvent à l'unanimité le procès-verbal de l'assemblée du 20 septembre 2017.

b. Mise à jour des règles de fonctionnement et de la liste de décisions

M. Blain revient sur la liste des décisions prises à la dernière assemblée.

Tableau 1 : Liste des décisions de l'assemblée régulière du 20 septembre 2017

Thématique	Décisions
Règle de fonctionnement du Comité	-
Contenu des assemblées régulières	Approbation du procès-verbal CS-O du 20 septembre 2017

Il est décidé, avec l'appui unanime du Comité, que les procès-verbaux pourront être dorénavant adoptés par voie de courrier électronique (courriel). Les procès-verbaux pourront ainsi être mis en ligne sur le site internet des CTMO plus rapidement après les assemblées mais surtout avant la tenue de l'assemblée suivante.

c. État d'avancement de la liste des suivis

M. Blain revient sur la liste des suivis de la dernière assemblée.

Tableau 2 : Liste des suivis de l'assemblée régulière du 20 septembre 2017

Suivis	Responsable	Échéancier
Comblement de sièges vacants / renouvellement de mandat	Maxime Roberge	Mars 2018

3. État d'avancement du projet

M. Blain expose une mise à jour des étapes réalisées ainsi que l'échéancier des étapes du projet à venir. Il présente ensuite brièvement la revue de presse (Annexe 3), laquelle sera maintenant également acheminée par courriel avant les rencontres.

M. Blain offre des précisions sur l'échéancier et explique davantage le plan triennal d'investissent (PTI), dont l'adoption est planifiée pour novembre 2018; les projets seront inclus dans le montage financier de la Ville. Il précise que les cinq installations prévues, seront complétées pour 2024.

Questions/commentaires	Réponses
Quand vous dites « Octroi en novembre 2018 », qu'entend-t-on par cela?	Il est prévu qu'un contrat sera octroyé après l'appel d'offres en cours. Ce sera un contrat global qui inclura la conception, la construction et l'exploitation du centre de compostage.

4. Présentations thématiques

M. Blain expose les thématiques qui seront présentées lors de cette rencontre, lesquelles sont appuyées par la présentation PowerPoint (Annexe 2) :

a. Appels d'offres
b. Assemblée publique

a. Appel d'offres

M. Blain présente le contenu général des appels d'offres, de même que les exigences qui devront être respectées par les soumissionnaires :

- *Exigence générale* : précision sur la nature « sévère » des exigences de la Ville.
- *Exigences sur les odeurs* : rappel du respect des loi, règlements et lignes directrices; M. Blain donne des exemples en se référant aux visites effectuées à l'étranger, notamment aux Pays-Bas, en Allemagne et en Espagne.
- *Exigences sur le péril aviaire* : rappel des mesures identifiées par Aéroport de Montréal et de la nécessité de ne causer aucun conflit avec les opérations d'Aéroport de Montréal
- *Exigences sur le bruit* : rappel du respect des niveaux sonores; précisions données concernant l'application des alarmes de recul des camions de type BBS à large bande.
- *Exigence sur la circulation* : présentation de la carte qui démontre les exigences réglementaires concernant la circulation des camions, par exemple aucun transit n'est autorisé dans les secteurs résidentiels. Une seconde carte localisant les accès au site.
- *Exigences de développement durable* : nouveauté – certification LEED Or visée; autres éléments anticipés pour le projet (agriculture sur le toit, lien cyclable, distribution de compost, etc.).
- *Exigences sur le suivi des opérations* : l'opérateur participera aux rencontres du Comité; un bureau dédié sera mis sur pied pour assurer la conformité aux exigences de la Ville; suivi journalier et rapport mensuel d'Exploitation.

Les membres du Comité ont ensuite posé des questions et partagé de commentaires sur cette portion de la présentation.

Questions/commentaires	Réponses
L'opération sera-t-elle toujours donnée à un tiers ou au bout de 5 -10 ans la Ville pourrait choisir un nouvel opérateur?	La Ville se donne la possibilité de pouvoir choisir un nouvel opérateur ou opérer elle-même le centre.
Est-ce que ça pollue ce qui sort de la cheminée?	Les installations n'émettent pas de contaminant : il n'y a pas de combustion ni de procédés chimiques impliqués.

Questions/commentaires	Réponses
Comme donneur d'ouvrage, à quel moment peut-on intervenir, si par exemple au niveau du concept il y a enjeu?	Nous y reviendrons. (Voir réponse donnée un peu plus loin dans ce tableau.)
Où est le centre de traitement?	Démonstration avec l'aide de la carte : localisation et accès au site via les rues Pitfield et Henri-Bourrassa.
Quand vous dites accès principal, est-ce aussi par Henri-Bourassa?	L'entrée sera uniquement par Pitfield pour les camions de collecte et par Henri-Bourrassa pour les camions semi-remorques.
Est-ce que les opérations seront réalisées 7 jours sur 7?	Le centre sera en opération 7 jours sur 7 (opération de compostage) mais la réception de la matière s'effectuera 5 jours/semaine sauf pour le digestat (2 camions le samedi et 2 camions le dimanche).
Qu'arrive-t-il s'il y a un manque de matière première?	Cela pourra être un bon temps pour faire de la maintenance et de l'entretien, car l'exploitant est responsable du site en tout temps. Cependant, en raison du processus par tunnel, ces derniers seront probablement toujours en opération.
Nous sommes environ 25 compagnies qui discutons de ce projet et il y a plusieurs questions qui cherchent encore réponses. Notamment en ce qui concerne le trafic. L'étude a été réalisée en 2012. Peut-on redemander une étude car les compagnies (membres) pensent qu'il y a plus de trafic depuis 2012? Les chiffres sont-ils toujours valides? Aujourd'hui, on parle de combien de camion? Si la capacité est de 70 camions, en hiver est-ce que ça sera moins?	Les études de circulation ont montré que la présence de camions n'avait pas d'impact sur le trafic au moment de l'étude. Cela signifie que leur impact sera encore moins significatif sur un volume de véhicules plus élevé. Oui les comptages de l'étude ont été effectués en 2012, mais les résultats ont été ajustés à la hausse pour un jeudi de novembre à l'aide des facteurs d'ajustement typique pour ce type d'étude. Aussi, il y a des facteurs de sécurité qui sont utilisés dans cette étude pour déterminer les débits horaires de pointe à partir desquels l'impact sur la circulation est déterminé. Le nombre de camions qui se déplaceront en rapport avec le centre de compostage, n'a pas changé depuis l'étude. La moyenne annuelle est de 35 camions par jour. Au maximum c'est 70 camions par jour: – Cela représente le pire des cas, et est anticipé pour seulement 2 mois par année – le mois de novembre (hausse des feuilles à collecter) et le mois de mai (ménage des cours et jardins). Durant l'hiver (mi-décembre à mi-avril) c'est 20 camions par jour : - Diminution car cueillette principalement de résidus alimentaires (pas de résidus verts) la période la plus achalandée de la journée c'est entre

Questions/commentaires	Réponses
	10 h et 15 h car la collecte commence tôt le matin.
La capacité de l'usine est-elle plus que 70 camions? Elle peut traiter 70 camions par jour?	Non. Le nombre de camion spécifié est pour une capacité maximale de 50- 000 tonnes par année. Il faut comprendre qu'il y a aussi une capacité mensuelle maximale à respecter. On demande de respecter le tonnage par mois. (Rappel que l'étude d'impact sur les déplacements est disponible sur le site de l'OCPM).
Dans les faits peut-être qu'il n'y aura pas de retards, mais la perception est que cela va causer un grand impact au niveau de la circulation.	
Prolongement de la rue Thiemens : pourquoi avoir arrêté ça?	Cela n'avait pas de lien avec le projet, c'était une interconnexion. C'est la Ville de Montréal, dans sa planification des transports, qui pourra aborder les enjeux de transport actuel dans le secteur.
Quel sera le territoire couvert par le centre?	De l'arrondissement de Saint-Laurent vers l'Ouest au bout de l'île. Rappel – La Ville a été divisée en 2 secteurs : Ouest – Est Pour le secteur Ouest : il s'agit d'une collecte de résidus mélangés soient les résidus de table (alimentaires) dans le même bac que les résidus verts. Pour le secteur Est il y a moins de résidus verts donc 2 collectes séparées (alimentaire/vert). Les résidus alimentaires seulement dans le petit bac brun. Ils seront traités par biométhanisation. Le type de collecte détermine où vont les matières : • Ouest : les résidus mélangés seront compostés au centre de compostage à Saint-Laurent; • EST : les résidus alimentaires seront transformés en biométhane au centre de biométhanisation à Montréal-Est Le choix est déterminé par la Ville centre qui indique aux arrondissements où vont les collectes. Une fois les centres en opération, nous pourrons optimiser le processus de collecte, s'il y a lieu, pour tenir compte de certaines particularités pour certains secteurs.
Vous êtes en ce moment en analyse pour les 3 appels d'offres, il y aura octroi de contrat. Allez-vous démarrez les 3 usines en même temps? Si le centre est le 1er contrat octroyé, cela	C'est ce que nous évaluons en ce moment. En novembre : nous parlons de l'octroi du contrat pour Saint-Laurent seulement. Les contrats ne seront pas nécessairement octroyés en

Questions/commentaires	Réponses
veut-il dire que l'usine sera la première construite?	même temps mais c'est une possibilité dont nous tiendrons compte.
Les devis techniques ont-ils été préparés par les ingénieurs de la Ville?	Le devis a été préparé par la Ville mais aussi par des professionnels externes. Les exigences fonctionnelles et techniques doivent être respectées.
Parmi les exigences, on mentionne un délai de 5 ans pour l'exploitation plus une option de 2 ans. Qu'arriverait-il si après un an par exemple le rejet à la cheminée dépasse de beaucoup les normes?	Il y a des clauses de pénalité financière prévues au contrat pour contraindre l'exploitant à respecter les normes. Dans le cas où il y aurait une problématique majeure ou un arrêt de l'usine pour apporter des modifications, l'exploitant doit prendre en charge les matières et assurer les coûts de transport et de traitement sur un autre site durant cette période.
À quel moment on peut intervenir comme donneur d'ouvrage?	Dès la phase de conception, à différents moments lorsque les plans et devis sont soumis à la Ville pour vérification de la conformité aux exigences du contrat. Des approbations seront requises à chaque étape, exactement comme ce qui est en cours pour le centre de tri à Lachine.
Si on devait apporter des modifications, est-ce que la gouvernance prévoit que la responsabilité revient aux élus ou est-ce entre les mains du service?	Cela est entre les mains du service.
Il a été mentionné qu'il pourrait y avoir de l'entreposage extérieur…?	Non il n'y aura pas d'entreposage extérieur puisque ce n'est pas permis et des pénalités sont prévues si cela se produisait pour dissuader l'exploitant. La seule possibilité serait une pile de compost au moment de la distribution du compost (2 fins de semaine par année).
Qu'arrive-t-il si les soumissions sont plus élevées que les montants prévus? (*Référence à un article récent*) Ne peut-on pas comparer avec d'autres centres au Canada?	Ce sont des informations qu'on ne peut malheureusement pas partager car ces données sont confidentielles. Comme la conception n'est pas encore effectuée, nos estimés sont seulement paramétriques. Article dans la gazette : l'information ne venait pas de la Ville de Montréal. La Ville s'est assurée d'intégrer des exigences très sévères dans les appels d'offres. Cela pourrait avoir un impact à la hausse sur les prix soumis. Oui mais l'exercice n'est pas simple et les installations récentes ne sont pas nombreuses. Il est difficile de comparer nos installations car plusieurs paramètres diffèrent avec les autres centres au pays, par exemple la capacité de traitement, les caractéristiques du lieu d'implantation, les exigences règlementaires de toutes sortes, les responsabilités qui sont confiés ou non à l'exploitant.
Il y a beaucoup d'inquiétude de la part des	Nous sommes en train d'évaluer la possibilité de tenir

Questions/commentaires	Réponses
entreprises, notamment concernant la circulation, les odeurs, etc.	une rencontre d'information avec les entreprises du secteur.
Avec la quantité de collectes actuelles, est-ce que vous prévoyez que ça va occuper tous les centres?	Celui-ci (Saint-Laurent) a une capacité de 50 000 t. On approche actuellement 30 000 t à l'Ouest, donc ces centres deviennent de plus en plus nécessaires et seront occupés.
La collecte s'est beaucoup améliorée.	Le déploiement des bacs se poursuivra jusqu'en 2019
Au niveau de la gestion des contrats actuels, arrive-t-on dans les temps? Irons-nous avec des prolongations?	Il y aura ajustement des contrats de collectes au besoin. Normalement ce sont des contrats de courte durée (environ 3 ans); les nouvelles exigences seront ajoutées aux contrats existant si requis ou lors du renouvellement des contrats. Ex. : Fin de contrat avec Mironor à Lachute prévue en 2021, mais dans tous les cas nous maintiendrons une capacité de traitement hors de l'île pour les surplus en période de pointe.
Avez-vous évalué la valeur des propriétés (industrielles – immeubles) proche de ces centres? Pourra-t-on demander une réduction de taxes, un certain pourcentage, équivalente à la dépréciation possible (perte estimée de valeur de 20 %)?	C'est une activité industrielle dans un parc industriel. Nous n'avons pas cette perception d'impact sur la valeur comme il n'y a pas de nuisance prévue.
Il n'y a pas de changement de zonage ou d'utilisation. A-t-il été déterminé que c'est pour l'usage d'un centre de compostage? Vous avez aussi spécifié une zone tampon de 500 m?	L'évaluation est faite sur tous les usages; nous ne voulons pas restreindre les activités de cette zone. Le 500 m peut avoir une équivalence par la mise en place de mesures (ex. : biofiltres, etc.)
Ça sera quand même un bâtiment LEED donc il faut requestionner la perte de valeur de 20 %.	
(*Préoccupation exprimée sur la possible perte de valeur des propriétés*) Il ne faut jamais oublier que le marché se crée sur la base de ce qui se dit….	

b. Assemblée publique

M. Blain rappelle qu'une assemblée publique est à préparer, explique la raison de la tenue de cette assemblée et ses objectifs : rendre compte des travaux du Comité, faire connaître la démarche participative et apporter des réponses aux attentes et préoccupions des citoyens. Il brosse brièvement le mode fonctionnement (rôles des membres et de la Ville, invités, etc.) et le déroulement prévu de l'assemblée publique.

Il est suggéré que le promoteur effectue la présentation lors de l'assemblée publique et réponde aux questions; les membres du Comité sont d'accord.

Les questions et commentaires suivants sont formulés à la suite de la présentation sur cette thématique.

Questions/commentaires	Réponses
Quand prévoyez-vous l'assemblée publique?	Dans les semaines suivant l'octroi du contrat, possiblement d'ici la fin novembre, sinon après la période des fêtes, en janvier, décembre n'étant pas un bon mois pour réaliser ce type d'activités.
Si les estimés dépassent beaucoup les attentes, on retourne à la table à dessin?	Nous ne pouvons pas nous prononcer publiquement là-dessus.
Une assemblée publique, c'est une opportunité pour les gens de critiquer. Est-ce davantage une présentation et on prend des questions par la suite?	C'est une séance d'information qui s'adresse au public. Nous ferons une présentation sur les travaux du comité de suivi et il y aura une période de questions par la suite. Nous comprenons qu'il y aura des préoccupations mais tenons à les adresser.
Il sera important d'informer comme il faut car il y a plein de menteries qui circulent.	C'est notre rôle d'informer. L'important est de donner les vraies informations.
Vous avez déjà un échantillon des principales préoccupations grâce au Comité.	
Vous passez par l'OPCM pour cette assemblée publique?	Non, c'est le promoteur, en l'occurrence le Service de l'environnement qui en est responsable.
Il y aura une seule assemblée publique?	Deux assemblées publiques; une pour le secteur Est et une pour le secteur Ouest.

5. Varia

Aucun sujet de discussion n'a été soulevé en varia.
M. Blain souligne que la séance d'aujourd'hui sera incluse dans le rapport annuel en préparation.
Il indique également que le mandat de Transfert Environnement et Société se termine tel que convenu dans l'appel d'offres octroyé en 2015. Un nouvel appel d'offres sera préparé et un nouveau contrat sera octroyé pour la suite.
Il remercie Transfert pour son travail et son soutien au cours des trois dernières années.

6. Prochaines rencontres

M. Blain présente la proposition pour les prochaines rencontres en soulignant que deux rencontres annuelles seraient un minimum à maintenir. Ainsi, outre l'assemblée publique prévue à la fin de l'automne, deux rencontres seraient à l'agenda pour l'année 2019, soit au printemps et à l'automne.

7. **Clôture de l’assemblée**

La clôture de l’assemblée a lieu à 19 h 20.

Annexe 1
Liste des décisions et des suivis

Centre de traitement des matières organiques (CTMO)

Assemblée régulière du Comité de suivi – Ouest du 26 septembre 2018

Liste des décisions

Thématique	Décisions
Règle de fonctionnement du Comité	Unanimité des membres pour approuver dorénavant les procès-verbaux par courriel.
Contenu des assemblées régulières	Approbation du procès-verbal CS-O du 20 septembre 2017

Liste des Suivis

Suivis	Responsable	Échéancier
Comblement de sièges vacants / renouvellement de mandat	Maxime Roberge	Mars 2018

Liste des sujets potentiels à traiter en comité

Sujets
-

Annexe 2
Présentation réalisée au Comité de suivi – Ouest

Service de l'environnement

Réduire pour mieux grandir

Centres de traitement des matières organiques

Comité de suivi Ouest n° 6

Mairie de St-Laurent
(Arrondissement de St-Laurent)

26 septembre 2017

Montréal

Service de l'environnement

Section 1

Présentation de l'assemblée régulière

Montréal

2

Ordre du jour

1 – Présentation de l'ordre du jour
2 – Prise de présence
3 – Retour sur la dernière assemblée
4 – État d'avancement du projet
5 – Présentations thématiques
- *Appels d'offres*
- *Assemblée publique*

6 - Varia
7 - Prochaine rencontre
8 - Clôture

Montréal

3

Service de l'environnement

Section 2

Tour de table

Montréal

4

Liste des membres

Nom	Organisation	Catégorie de membre au comité
Francesco Miele	Arr. St-Laurent	Élu St-Laurent
Yves Gignac	Arr. Pierrefonds-Roxboro	Élu Pierrefonds-Roxboro
Effie Giannou	Arr. Ahuntsic-Cartierville	Élue Ahuntsic-Cartierville
Gaby Beaulac	Arr. St-Laurent	Représentante administrative St-Laurent
Stéphane Beaudoin	Arr. Pierrefonds-Roxboro	Représentant administratif Pierrefonds-Roxboro
Dominique Paquin	Arr. Ahuntsic-Cartierville	Représentant administratif Ahuntsic-Cartierville
Éric Blain	Service de l'environnement	Promoteur
Sophie Mainville	Développement économique St-Laurent	Organisme société civile
Guy Déziel	Vert Cité	Organisme société civile
Élyse Rémy	Ville en vert	Organisme société civile
Nicola Montpetit	Regroupement des éco-quartiers	Organisme environnemental
Patricia McDougall	CIUSSS du Nord-de-l'Ile-de-Montréal	Milieu Institutionnel
Yassine Haouari		Citoyen St-Laurent
Michel Kayal		Citoyen Pierrefonds-Roxboro
Linda Desrosiers		Citoyenne Ahuntsic-Cartierville
Youssef Nakhoul	Mitacor Industries	Représentant industrie
		Représentant de l'exploitant
		Animation Médiation
Nom	**Organisation**	**Catégorie de non-membre au comité**
Danny King	Transfert Environnement et société	Animation et Médiation
Danny King	Transfert Environnement et société	Secrétariat
Maxime Roberge	Ville de Montréal	Organisateur Ville

Service de l'environnement

Section 3

Retour sur la dernière assemblée

Adoption du Procès Verbal du comité de suivi nº5

Dépôt du rapport d'activité

Liste des décisions

Thématique	Décisions
Règle de fonctionnement du Comité	-
Contenu des assemblées régulières	Approbation du procès-verbal CS-O du 20 septembre 2017

Liste des suivis

Suivis	Responsable	Échéancier
Comblement de siège vacants / renouvellement mandat	Maxime Roberge	Mars 2018

Service de l'environnement

Section 4

État d'avancement du projet

Étapes réalisées

- Comités de suivi #5 – séance tenue en septembre 2017
- Clôture de l'appel d'offres Compostage RDP-PAT (2018)
- Clôture de l'appel d'offres Biométhanisation Montréal-Est (2018)
- Clôture de l'appel d'offres Compostage St-Laurent (2018)
- Analyse des soumissions des 3 appels d'offres (en cours)

Échéancier

- Clôture des appels d'offres – hiver et printemps 2018
- Comités de suivi #6 – séance en septembre 2018
- Adoption PTI 2019-2021 (planifié novembre 2018)
- Octroi en novembre 2018
- Conception et construction – 2019-2021
- Mise en opération – 2021
- Mise en opération (5 installations) – 2024

Revue de presse

- Montréal peut bâtir son centre de compostage (Le Devoir)
- La future usine de compostage pose-t-elle un risque pour les avions ? (Radio-Canada)
- Montréal Gazette – publiés par Linda Gyulai
  - Composting centres delayed again
  - Financial debacle
  - How Montréal compares
  - Safety threat of future composting site
  - Bird-strike risk at Trudeau airport
  - Two firms vying to build, operate three Montréal organic waste centres

Service de l'environnement

Section 5

Présentations thématiques

Thématiques de la rencontre

Contenu des appels d'offres

Assemblée publique

Confidentialité du contenu des appels d'offres

- Contenu des documents d'appel d'offres : public
- Contenu des soumissions : confidentiel
- Enveloppe de prix: confidentiel jusqu'à la publication sur SEAO selon les règles et dans les dossiers décisionnels

Exigences générales

- Délai contractuel de 900 jours pour la conception-construction incluant la mise en service
- Délai contractuel de 5 ans pour l'exploitation des installations + option de 2 ans
- Garanties de performance avec pénalités applicables :
  - Qualité du compost
  - Capacité mensuelle de traitement
  - Qualité de l'air traité à la cheminée

Exigences sur les odeurs

- Respect des lois, règlements et lignes directrices
- Application de la concentration d'odeur exigée en tout point hors des limites du site
- Traitement des odeurs en continu avec les équipements suivants : épurateur humide, biofiltre éprouvé et cheminée
- Exigences pour contrôler les émission fugitives
  - Portes double (SAS)
  - Bâtiment sous pression négative
  - Étanchéité de l'enveloppe du bâtiment

Exigences sur le péril aviaire

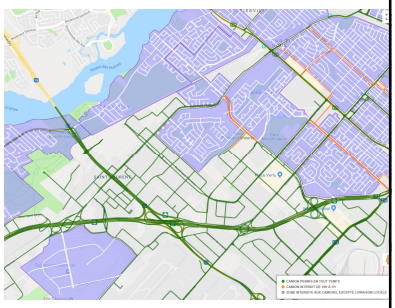
- Intégration des mesures identifiées par Aéroport de Montréal et même plus :
  - Garder les portes du bâtiment fermées
  - Aucun déchargement à l'extérieur
  - Camions de collecte étanches
  - Nettoyage des roues des camions
  - Implication d'un expert en péril aviaire (pour la conception, la formation et le suivi de l'opération)
  - Rapports transmis à ADM
  - Clauses de pénalités dans le contrat
  - Etc.

Exigences sur le bruit

- Respect des niveaux sonores à la limite de propriété en respect des lois et règlements en vigueur
- Alarmes de recul (BBS) à large bande :
  - Obligatoire dans les nouveaux contrats de collecte de la Ville
  - Seules les personnes situées à l'arrière du camion peuvent l'entendre (rayon d'action 30 degrés)
  - Ce nouveau type d'alarme réduit la gène environnementale qui est normalement associée aux alarmes de recul conventionnelles (tonale)

Exigences sur la circulation

- Respect du règlement sur le camionnage
- Aucun transit n'est autorisé dans les secteurs résidentiels (zone en mauve)



Exigences sur la circulation

- 2 accès au site

  - Accès principal des camions de collecte sur Pitfield
  - Accès pour employés et semi-remorques sur Henri-Bourassa Ouest

Exigences de développement durable

- Certification LEED de niveau Or
- Bâtiment conçu pour accueillir des activités d'agriculture au toit, incluant les locaux techniques
- Intégration d'un corridor écologique (Ruisseau Brook) (externe au projet)
- Espace prévu pour intégrer un lien cyclable via Henri-Bourassa Ouest
- Circuit de visite / salle éducationnelle
- Distribution de compost au printemps et à l'automne

Exigences sur le suivi des opérations

- Participation active de l'opérateur aux comités de suivi et fourniture d'informations diverses sur l'exploitation
- Un bureau dédié pour un employé de la Ville
- Accès en tout temps au site et à toutes les données d'opération pour la Ville et ses représentants
- Rapports d'exploitation mensuel remis à la Ville
- Suivi journalier de la performance du système de traitement des odeurs

QUESTIONS ?

Assemblée publique #1

- Après l'octroi du contrat
  - Concrétisation du projet
  - Possibilités de livrer une information plus précise sur les caractéristiques du projet
  - Présentation de l'adjudicataire
- Objectifs
  - Faire connaître l'avancement des CTMO et la démarche participative en place
  - Apporter des réponses aux attentes et préoccupations

*** Cadre des échanges : la réalisation des projets et non leur remise en question*

Assemblée publique #1 - suite

- Déroulement (19 h – 21 h 30)
  - Accueil
  - Présentations :
    - projets CTMO
    - démarche participative (rapport d'activités du comité de suivi)
    - Préoccupations soulevées et mesures exigées
  - Période de questions

*** Petit kiosque d'information à l'entrée de la salle : panneaux du projet, représentants municipaux liés au projet*

Assemblée publique #1

- Invités
  - La population montréalaise
  - Les groupes intéressés : environnement, GMR, GMO
  - Moyens à préciser
- Lieu
  - À déterminer
- Suggestions ?

Montréal 29

Assemblée publique #1 - suite

- Autres éléments…
  - Rôle des membres du comité
  - Présence des médias
  - Canevas détaillé de l'assemblée et contenu : sera partagé avec comité avant la rencontre

Montréal 30

QUESTIONS ?

Montréal 31

Service de l'environnement

Section 6

Varia

Montréal 32

Mandat Transfert Environnement

- Fin du mandat de Transfert de 3 ans
- Un nouveau contrat sera octroyé pour la suite
- Utiliser adresse ctmo@ville.montreal.qc.ca
- Maxime Roberge, Responsable des comités de suivi
  ctmo@ville.montreal.qc.ca

Service de l'environnement

Section 7

Prochaine rencontre

Prochaines rencontres

- Année 2018
  - *Automne*
    - *Assemblée publique*
- Année 2019
  - *Printemps*
    - *Assemblée régulière*
  - *Automne*
    - *Assemblée régulière*

Service de l'environnement

Section 8

Clôture de la rencontre

Annexe 3
Revue de presse

https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1115544/usine-compostage-saint-laurent-risque-avions-oiseaux-peril-aviaire-aeroport-montreal

RADIO-CANADA

La future usine de compostage à Saint-Laurent pose-t-elle un risque pour les avions?

Publié le mardi 31 juillet 2018

Anne Klein, qui habite à proximité de la future usine de compostage de l'arrondissement Saint-Laurent, se bat depuis des années pour en empêcher la construction. Photo : Radio-Canada/Julie Landry

Des citoyens qui habitent près de la future usine de compostage de l'arrondissement Saint-Laurent se battent pour en empêcher la construction. Selon les opposants, cette usine qui devrait ouvrir ses portes en 2021 près de l'aéroport Montréal-Trudeau comporte des risques pour les avions.

Un texte de **Julie Landry**

Anne Klein, la porte-parole des Citoyens Saraguay-Cartierville contre l'usine de compostage, travaille depuis des années pour en empêcher la construction dans

l'arrondissement Saint-Laurent. Cette usine se situera à 750 mètres de sa maison, et à 2 kilomètres de l'aéroport Montréal-Trudeau.

L'opposante soulève de nombreuses craintes liées à ce projet : hausse du trafic routier et du bruit, odeurs nauséabondes, baisse de la valeur des propriétés du quartier et surtout, danger pour la sécurité aérienne. Selon elle, la nouvelle usine attirera des oiseaux qui pourraient entrer en collision avec les avions qui vont voler tout près du centre.

> *« Cette usine représente un danger pour tous les passagers. »*
>
> *— Anne Klein, opposante à la future usine de compostage de Saint-Laurent*

En outre, elle croit que la construction de cette usine est une violation de la réglementation de l'aéroport Montréal-Trudeau, selon laquelle les installations dégageant des odeurs ne peuvent pas être construites à moins de 15 kilomètres des aéroports.

Péril aviaire?

La question du péril aviaire a été discutée longuement entre la Ville de Montréal et les autorités aéroportuaires. Aéroports de Montréal a fait une liste des mesures d'atténuation auprès de la Ville de Montréal pour gérer cet enjeu. L'autorité aéroportuaire exige, par exemple, que les portes des bâtiments de déchargement de compost soient fermées en tout temps, que les aires d'attente des camions soient nettoyées et que les véhicules utilisés soient étanches.

Marc-André Gosselin, le porte-parole d'Aéroports de Montréal, a répondu par écrit que la Ville a donné les assurances requises quant à la prévention du péril aviaire. « Nous procédons aussi à l'analyse des documents d'appel d'offres de construction et d'opération du futur centre afin de confirmer que les différentes mesures de mitigations y sont bien intégrées et nous assurer que celles-ci seront conformément appliquées d'ici la mise en service du centre », a-t-il ajouté.

La Ville de Montréal s'est dite confiante que le site n'attirera pas d'oiseaux puisque c'est un centre fermé, mais précise que l'exploitant devra mettre en place ce programme de gestion du péril aviaire.

Les opposants peu rassurés

Ces réponses ne satisfont pas Anne Klein qui n'hésitera pas à se placer devant les bulldozers pour empêcher les travaux. Elle assure qu'elle ne sera pas la seule à se battre jusqu'au bout pour empêcher la construction de cette usine.

https://www.ledevoir.com/societe/environnement/534184/centre-de-compostage-dans-l-est-de-l-ile-beaudry-et-cadrin-n-arrive-pas-a-faire-reculer-la-ville

LEDEVOIR

Montréal peut bâtir son centre de compostage

Photo: Philip Rozenski Getty Images Selon une entreprise de distribution alimentaire, le centre de compostage sera établi trop près de ses bâtiments.

Andréanne Chevalier
10 août 2018
Environnement

L'entreprise de distribution alimentaire Beaudry et Cadrin voulait faire annuler la décision de la Ville de Montréal de construire et d'exploiter le centre de compostage prévu dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Un jugement rendu la semaine dernière par la Cour supérieure ne retient pas sa demande.

Beaudry et Cadrin craint les impacts négatifs liés aux mauvaises odeurs (attribuées à l'établissement du centre de compostage à proximité de ses installations) sur ses produits et conséquemment, sur la survie de ses activités.

Selon l'entreprise, le centre de compostage sera établi trop près de ses bâtiments. Beaudry et Cadrin est située à 200 mètres du centre projeté de traitement des matières organiques putrescibles. Elle est établie dans une zone industrielle, mais en plus de son centre de distribution, l'entreprise exploite un commerce en libre-service ouvert au public.

Or, les lignes directrices pour l'encadrement des activités de compostage du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) recommandent une distance minimale de 500 mètres à respecter entre l'usine de compostage et les zones résidentielles et commerciales, les habitations et les lieux publics.

Le tribunal a retenu que cette distance de 500 mètres ne peut pas être considérée comme « une norme fixe et obligatoire à laquelle la Ville ou le promoteur du projet ne peut se soustraire » et que le non-respect de ce critère « n'est pas susceptible de sanction judiciaire ».

Trop tard

Le juge Michel Yergeau a aussi retenu que la démarche par Beaudry et Cadrin n'a pas été intentée dans un délai raisonnable — plus de deux ans après avoir pris connaissance de la décision de la Ville. Le Tribunal a fixé le moment de cette décision au jour de l'adoption par le conseil d'agglomération, le 26 mars 2015, d'un règlement qui autorisait la construction et l'occupation du centre de compostage au coin des boulevards Métropolitain et Saint-Jean-Baptiste. Beaudry et Cadrin a déposé sa demande le 29 juin 2017.

Et trop tôt

Le juge souligne en outre que le MDDELCC n'a pas encore autorisé le centre de compostage et que le promoteur du projet n'est pas encore connu ; idem pour la technologie de compostage choisie. Ainsi, il est trop tôt pour conclure aux « difficultés réelles » que pourrait subir Beaudry et Cadrin, a dit le juge Yergeau, ajoutant qu'il « s'agit à ce stade d'une question d'ordre théorique sur laquelle [le Tribunal] n'est pas tenu de se prononcer ».

« L'issue dépendra de la décision de la ministre d'autoriser ou non le projet d'usine de compostage à l'endroit choisi par la Ville et des conditions, restrictions ou normes qu'elle choisira d'appliquer […] », peut-on lire dans le jugement.

Beaudry et Cadrin pourrait, suggère le juge Yergeau, entamer d'autres démarches « advenant que la Ville ou l'entreprise chargée de la construction et de l'exploitation de l'usine de compostage manquent à leurs obligations de voisinage ».

Jean-Philippe Beaudry, coprésident de Beaudry et Cadrin, a déclaré que son équipe et lui analysaient présentement le jugement. Il n'a pas souhaité faire de commentaires pour l'instant.

La Ville de Montréal n'a pas non plus désiré commenter la situation. Sa relationniste Gabrielle Fontaine-Giroux a toutefois précisé que le processus d'appels d'offres du centre de compostage était terminé et que l'analyse des propositions était en cours.

« La Ville tient compte des préoccupations du milieu où elle s'implante. Un comité de suivi qui regroupe les principaux acteurs du milieu a été mis en place depuis plus de deux ans », a-t-elle ajouté.

https://montrealgazette.com/news/local-news/launch-date-for-montreal-composting-centres-delayed-again

Launch date for Montreal composting centres delayed again

It's now shifting into 2021 with a higher estimated price tag and no less controversy.

LINDA GYULAI, MONTREAL GAZETTE (HTTPS://MONTREALGAZETTE.COM/AUTHOR/LINDAGYULAI) Updated: July 19, 2018

Building at 9091-9191 Henri Bourassa W. in St-Laurent borough of Montreal is seen Tuesday, July 17, 2018. There is a plan to demolish it to build one the city's organic waste centres. *JOHN MAHONEY / MONTREAL GAZETTE*

The launch date for Montreal's composting centres, already postponed from 2019 to 2020, is now shifting into 2021 with a higher estimated price tag and no less controversy over the location of at least one of the facilities.

Civil servants are at this moment evaluating two bids that were received in May to award a "turnkey" contract to design, build, operate and maintain the centre that's planned for St-Laurent borough, a city spokesperson said this week.

The bid deadline was five months later than planned.

Former mayor Denis Coderre and his administration launched the call for tenders for the St-Laurent facility in July last year, but it seemed to disappear in a void following Coderre's ouster in the November election.

The original deadline for the call for tenders was in December. However, the deadline was repeatedly postponed, according to notices on the city's public-tenders website. The city issued nine addenda to the call for tenders.

Two bidders finally responded to the last deadline in May, the city said this week. The bidders are SUEZ Canada Waste Services Inc. and La compagnie de recyclage de papiers MD Inc. The latter was awarded a turnkey contract in September to design, build, operate and maintain the city's new $49.7-million recycling sorting plant in Lachine.

As of Wednesday, a government website where provincial and municipal calls for tenders and the results of bid openings are published still said there are no bidders entered for that tender notice.

Coderre announced in 2016 that five facilities planned by Montreal to handle the city's organic waste, which were slated to start operating as of 2019, were more than a year behind schedule and $51 million over budget. The price of the five installations had risen to $288 million, up from a projected cost estimate of $237 million given by the city two years before.

The Coderre administration then announced in May 2017 that it was launching calls for tenders to award contracts to design, build and operate four of the five facilities — and that the over-all project cost was now $344 million. Just over a third of the price is to be financed by the provincial and federal governments.

Now even the 2020 date is shifting, it appears.

The St-Laurent plant should be in operation "in 2020-2021," city spokesperson Gabrielle Fontaine-Giroux said in an email this week.

The contracts for the other centres appear to be behind schedule as well.

For example, bids on the contract to design, build, operate and maintain a composting plant in Montreal-East were originally due in November. But according to the government public tenders website, the bids were finally opened last month, on June 19.

The Coderre administration also launched the call for tenders for a composting plant in Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles borough in May last year. According to the government website, the deadline was moved repeatedly. The final date given to receive bids was Jan. 29; however, no information on the bid results is available.

The price also appears to have crept up in the past year.

Montreal's latest three-year capital works program for 2018 to 2020, presented by Coderre's successor, Valérie Plante, shows the cost of the St-Laurent composting facility topping $65 million.

The estimated price tag was $59 million in the previous capital works program, and $45.9 million in the one before that.

The St-Laurent facility is to treat the organic waste of the western end of the island.

The choice of location on Henri-Bourassa Blvd. W., just east of Highway 13, has raised hackles for nearby residents and business owners, who say they worry about the impact that a centre that is to receive and treat up to 50,000 tonnes of organic waste a year will have on two nearby forests, a creek that runs alongside the chosen site, nearby homes and businesses and traffic.

They also worry about a risk of airplanes striking birds that may be attracted to the composting centre despite the city's assurances that the facility will be closed and largely odourless. The Trudeau airport is less than two kilometres away.

"I don't think it's too late to stop a disaster in the making," said Anne Klein, who lives near Saraguay forest in Ahuntsic-Cartierville borough near the St-Laurent site.

"When the wrong decision is made, it's never too late to change it."

A monitoring committee set up to allay concerns of residents and businesses hasn't been convened in more than a year.

Business owner Youssef Nakhoul, whose manufacturing plant abuts the site of the future St-Laurent composting centre, joined the committee this year and recently found out that the city received bids on the design, construction and operation contract.

"It seems to me nobody cares," he said. "It's a waste of time for us."

According to the latest capital works program, work to design the centre in St-Laurent was to have started in June this year, with construction starting in 2019 and ending in 2020. The centre was to have started operating in 2020, it says. The capital works program indicates the centre would be operating for six months of 2020. Annual operating costs are anticipated to be $521,000, it says.

lgyulai@postmedia.com (mailto:lgyulai@postmedia.com)

twitter.com/CityHallReport (https://twitter.com/CityHallReport)

https://montrealgazette.com/news/local-news/how-montreal-compares-to-other-cities-on-organic-waste-treatment

How Montreal compares to other cities on organic waste treatment

Toronto has a million more residents than Montreal Island, but it has just two facilities to process organic waste. Montreal, by comparison, plans to build five facilities on the island.

LINDA GYULAI, MONTREAL GAZETTE (HTTPS://MONTREALGAZETTE.COM/AUTHOR/LINDAGYULAI)

Updated: August 24, 2018

A property on the site of Montreal's future composting facility in St-Laurent borough. The city expropriated the site for over $18.4 million. *JOHN MAHONEY / MONTREAL GAZETTE*

When the city of Montreal went to public tenders last year for the first three organic waste processing plants that it plans for the island, it chose the same route as Toronto and several other public authorities in North America that have awarded all-encompassing design-build-operate-maintain contracts for their facilities.

One year later, however, Montreal has opened the bid envelopes (https://montrealgazette.com/news/local-news/two-firms-vying-to-build-operate-three-montreal-organic-waste-centres) to discover that its all-inclusive contracts failed to attract much — or any — competitive offers.

What's more, as the Montreal Gazette reported this week (https://montrealgazette.com/news/local-news/montreal-to-have-most-expensive-composting-plants-in-this-universe), the prices contained in the envelopes are said to be so high that one organic waste management industry insider warned that the three facilities will become the most expensive "in this universe."

The administration of Mayor Valérie Plante is expected to decide in the coming days whether to award the contracts despite the high prices. No one from the administration has responded to repeated requests for interviews on the matter.

So how does Montreal compare with other cities that had to decide how they would process their organic waste?

Toronto has a million more residents than Montreal Island, but it has just two facilities to process organic waste. Montreal, by comparison, plans to build five facilities on the island.

And while sources say the bids that have come in for the first three of Montreal's facilities carry a combined price tag of $332 million, the two facilities in Toronto cost just under $150 million together.

Toronto's Disco Rd. biomethanation plant, in the northwest part of the city, began operating in 2014. With a city council-approved budget of $77.5 million, the final cost of the plant with an annual capacity of 75,000 tonnes came in a little under, at $76 million.

Toronto's other facility, known as the Dufferin plant, opened in 2002 and is being expanded so it can process up to 55,000 tonnes of organics per year. The expansion of that biomethanation plant is finishing up, and the city has so far spent $62.9 million of its $73.8 million budget.

The primary contractor and designer on the Disco Rd. facility was AECOM, while its joint-venture partner, E.S. Fox, was the builder and a subcontractor, Veolia Water, is the operator.

Montreal, by comparison, has barred consortia from bidding on its facilities, an element that industry insiders say has likely driven up the prices in the bid envelopes.

Like the plants planned for Montreal, Toronto's facilities are fully enclosed with negative air pressure and a bio-filter to remove odours. They also have fast open-shut doors that are required to remain closed except to allow a garbage truck to enter or exit.

Both of Toronto's plants include pre-processing of waste.

By comparison, one of the five facilities planned for Montreal will be a dedicated pre-processing plant, in Montreal-East. The other four include two biomethanation plants and two composting plants.

And while Toronto says it collects about 145,000 tonnes of organics a year, Montreal estimates it will process 160,000 tonnes of organics per year once all of its facilities are operating. Montreal's figure includes yard waste, such as leaves. Toronto sends yard waste to private contractors to turn into compost.

Toronto's Disco Rd. facility is on a 100,000-square-foot site.

In contrast, Montreal's future composting facility in St-Laurent borough is to be built on a one-million square-foot site — more than double what the city determined it needed and which the city expropriated for over $18.4 million.

Within Quebec, the impetus for organic waste processing facilities comes from a provincial target to ban compostable waste from going to landfills by 2020.

But not all municipalities in the province want to build and own processing facilities.

Gatineau, for example, decided to contract organics processing to a private composting plant after studying the costs of building and operating its own facility in 2011.

In 2017, Gatineau awarded its most recent four-year, $9.27-million contract, including taxes, to transport and process about 21,000 tonnes of organic waste.

The winning contractor, Services Matrec Inc., transports the organic waste to a subcontractor that has a processing facility in Moose Creek, Ont., about 75 kilometres away.

A separate contractor handles door-to-door collection of organics for the city.

Gatineau estimated in 2011 that it would cost $7.8 million to build its own organic waste processing facility.

However, a city spokesperson explained that $7.8 million was only the price of construction, and that Gatineau would have had to still award contracts to collect and transport organic waste, and likely to operate the processing facility.

Meanwhile, Quebec City has chosen to build its own organic waste processing facility (https://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/planification-orientations/matieres-residuelles/valorisation_matieres_organiques/).

But unlike Montreal and Toronto's design-build-operate-maintain structure, Quebec City is awarding separate contracts for each part. It plans to award the construction contract next year.

Quebec City set up a project office and as project manager oversees the design and construction process.

The estimate for Quebec City's biomethanation plant, which is to be built on municipal property and be finished by 2022, is $124.5 million.

But with a processing capacity of 86,600 tonnes of organic household waste per year plus 96,000 tonnes of sludge from the next door municipal waste water treatment plant, the city's one facility will have nearly the capacity of all of Montreal's planned facilities.

lgyulai@postmedia.com (mailto:lgyulai@postmedia.com)

twitter.com/CityHallReport (https://twitter.com/CityHallReport)

https://montrealgazette.com/news/local-news/montreal-drops-ball-on-safety-specs-for-st-laurent-composting-centre

Bird-strike risk at Trudeau airport: Compost plan doesn't heed all safety advice

A Gazette investigation reveals the city hasn't addressed some safety precautions Aéroports de Montréal recommended to reduce risk of bird-plane collisions.

LINDA GYULAI, MONTREAL GAZETTE (HTTPS://MONTREALGAZETTE.COM/AUTHOR/LINDAGYULAI)

Updated: July 31, 2018

The city isn't heeding some of the safety precautions that Aéroports de Montréal

recommended to reduce the risk of bird-plane collisions around a municipal organic waste treatment centre that Montreal is planning to build near Trudeau airport, a Montreal Gazette investigation reveals.

An examination of the contract specifications for the future centre shows some of the airport authority's precautions are absent or partially addressed. However, the city maintains it has followed the airport authority's recommendations.

As the newspaper reported last week (https://montrealgazette.com/news/local-news/two-firms-vying-to-build-operate-three-montreal-organic-waste-centres), the city is currently evaluating two bids for the omnibus contract to design and construct the facility and operate and maintain it for five years on a site at 9091-9191 Henri-Bourassa Blvd., just east of Highway 13, in the borough of St-Laurent. It's one of five organic waste-treatment centres the city has been planning for a decade in four locations around the island.

Once the centre in St-Laurent is running, trucks are to transport organic waste collected in the western part of Montreal Island to the enclosed facility, where it will be turned into compost.

The site is less than two kilometres from Trudeau airport, on the edge of what's categorized as the primary bird strike zone around the airport.

Transport Canada's zoning regulations around Trudeau airport were amended in 2016 to "limit certain human and industrial activities such as waste disposal, water parks and growth that would attract wildlife up to a distance of 15 kilometres."

Nearby residents and business owners have contested the location since the city selected it in 2012 as a replacement for another site in Dorval. They say the absence of some of the recommended

safety precautions in the contract that's about to be awarded only adds to their worries about odours and traffic.

"I think it's despicable," said Anne Klein, who lives in Ahuntsic-Cartierville borough, about 700 metres from the future composting centre.

In response to public concerns, the city has repeatedly said the centre will be closed at all times with negative pressure to ensure that air is sucked in rather than out when a door is opened to let a truck in or out. The centre will also have air filters and a stack emitting air that will meet provincial norms, it says.

The city has also assured that the tires of trucks bringing organic waste into the facility will be washed before they exit so they don't drag putrid waste outside. That would attract gulls and other scavengers and create a safety concern for planes landing at the airport.

However, the specifications to build and operate the centre, which are contained in a call for tenders package of more than 5,000 pages, don't impose an obligation on the future builder/operator to ensure trucks and truck tires are washed before they exit.

Instead, the specifications call for the winning contractor to install a pressure washing system with flexible retractable hoses and spray guns in each unloading bay to "allow the truck tires to be adequately cleaned."

And the specifications call for the winning contractor to "actively promote the use of these devices by drivers."

However, Aéroports de Montréal called on the city to ensure that trucks and truck tires are washed before exiting the facility. It was one of about a dozen caveats the airport authority outlined in an October 2012 letter to the city regarding the St-Laurent composting centre.

"The operation of a composting centre in proximity to an airport can cause an increased risk that the presence of birds poses to aviation safety," the ADM's vice-president for airport operations and air services development at the time wrote in the two-page missive.

"While we indicated to you that we favour another site, we understand that the city is maintaining its decision to build on this site one of the four composting centres. Considering the site is located less than two kilometres from the airport, mitigation measures, prevention and management of birdstrike risk are needed."

The city went to public tenders to award the contract for the facility in July 2017. The deadline for bids was repeatedly postponed until this past May.

The specifications in the call for tenders impose some of the ADM's recommendations on the future contractor. They include: keeping the doors to the facility closed at all times, immediate cleanup of spills outside the centre, draining stagnant water, training employees of the centre to count birds and not planting fruit trees around the site.

The specifications also include installing "anti-bird devices in frequented places," although the ADM letter specified an electric band placed atop buildings, on corniches and any other surface that birds could use as a perch.

But the recommendation to oblige washing of trucks and truck tires before exiting the facility isn't in the city specifications, and some other recommendations on the ADM's list are also absent, distorted or partially addressed.

For example, the ADM's 2012 letter called for a weekly bird count to be transmitted to it and a representative who manages birdstrike risk for the airport. The city's specifications only oblige the future contractor to produce a monthly report on the number

of birds. The specifications also don't indicate who should receive the monthly report.

The ADM also called for minimizing grassy areas and bare patches on the site to avoid attracting birds to rest and feed.

The city's specifications call for the future contractor to "minimize large open areas of lawn over 500 square metres."

The contract specifications also call for the composting centre to have a green roof.

And while another ADM recommendation calls for coniferous trees to be favoured over deciduous species to minimize attraction to birds, the city's specifications call for the opposite: the future contractor is to "favour use of deciduous trees."

Sheldon Harvey, who is vice-president and treasurer of Bird Protection Québec, laughed when told of the contradiction.

"Both types of trees would attract nesting birds," he said. "Any trees on any site can attract nesting birds."

Harvey also laughed about the green roof.

"And then they want their employees to go out and count them and discourage them from being there," he said.

"It sounds to me like there are some contradictory things going on. If you want the site to look nice so it doesn't offend people in the area and you want to make it look green — well, birds like green. It's just going to draw them there."

Harvey's 100-year-old charitable organization offers education, but doesn't engage in lobbying.

One measure to avoid attracting birds, he suggested, would be to have a rule against composting centre employees eating their

lunches outside. A flat roof is another no-no, he said. Flat roofs attract birds, particularly gulls, he warned.

Leak-proof trucks are also a variable in keeping birds away, Harvey said.

"I guess what they're looking at is there's going to be a heavy concentration of trucks going in and sitting there waiting."

The ADM's recommendations included leak-proof trucks, washing the road that will lead into the composting centre at four specific times of the day and establishing a plan to minimize wait times for trucks entering the centre.

However, these measures don't appear to be in the city's contract specifications.

The specifications state the future contractor will have to "periodically evaluate with a competent biologist the bird population and other nuisance animals" and "collaborate with the competent authorities or agencies named by them" to control birdstrike risk.

The city says it has properly followed the airport authority's safety precautions.

"The requests formulated by the ADM were integrated into the tender documents as they should be," city spokesperson Gabrielle Fontaine-Giroux said in an email last week.

"The city has given us the required assurances in this project for the prevention of birdstrikes," ADM spokesperson Marie-Claude Desgagnés said in another email last week.

"We will continue our discussions with them in this sense before the centre is put into service."

lgyulai@postmedia.com (mailto:lgyulai@postmedia.com)

twitter.com/CityHallReport (https://twitter.com/CityHallReport)

https://montrealgazette.com/news/local-news/two-firms-vying-to-build-operate-three-montreal-organic-waste-centres

Two firms vying to build, operate three Montreal organic waste centres

After leaving the calls for tenders open for nearly a year, the city received a single bid for two facilities and two bids for the third.

LINDA GYULAI, MONTREAL GAZETTE (HTTPS://MONTREALGAZETTE.COM/AUTHOR/LINDAGYULAI) Updated: July 20, 2018

The final price to expropriate a property on Henri-Bourassa Blvd. was $18.46 million. *JOHN MAHONEY / MONTREAL GAZETTE*

Two companies are vying for city contracts to design, build, operate and maintain three of Montreal's organic waste treatment facilities.

After leaving the calls for tenders for three separate contracts open for nearly a year, the city received a single bid for two of the facilities and two bids for the third, the city confirmed on Thursday.

The bids are from SUEZ Canada Waste Services Inc. and La compagnie de recyclage de papiers MD Inc., city spokesperson Gabrielle Fontaine-Giroux said in an email on Thursday.

The three facilities are composting centres in the boroughs of St-Laurent and Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles and a biomethanation plant in the suburb of Montreal-East. Biomethanation is a process that turns organic waste into biogas.

La compagnie de recyclage de papiers MD and SUEZ Canada Waste Services are each the sole bidder on, respectively, the composting plant in R.D.P.—Pointe-aux-Trembles and the biomethanation plant in Montreal-East.

The two companies are competing with each other for the contract in St-Laurent. The winner in that case will have to demolish an existing building on the site that was expropriated by the city on Henri-Bourassa Blvd. W., just east of Highway 13, and then design and build the composting centre.

https://montrealgazette.com/news/local-news/two-firms-vying-to-build-operate-three-mo... 2018-08-06

After that, the winner will operate and maintain the city-owned facility for five years, with an option to extend that by two years.

Fontaine-Giroux said the bids on all three contracts are being evaluated by the city.

La compagnie de recyclage de papiers MD also won a turnkey contract in September to design, build, operate and maintain the city's new $49.7-million recycling sorting plant in Lachine.

As the Montreal Gazette reported on Thursday (https://montrealgazette.com/news/local-news/launch-date-for-montreal-composting-centres-delayed-again), the launch date for the organic waste treatment centres, already postponed from 2019 to 2020, is now shifting into 2021, and with a higher estimated price tag.

Former mayor Denis Coderre announced before last fall's municipal election that the city was launching calls for tender for four of the five facilities that are planned to process Montrealers' organic waste. The city apparently wound up launching three.

The bid deadline in each case was postponed repeatedly, which Fontaine-Giroux said was done at the request of the bidders. The city issued several addenda to the call for tenders in each case.

The call for bids on the Montreal-East facility was launched in June of last year and originally due in November. But according to a government public tenders website, the bid envelopes were finally opened on June 19, one year after the call for bids was launched.

The call for tenders for the plant in R.D.P.—Pointe-aux-Trembles borough was launched in May last year and the deadline for bids was moved repeatedly, according to the government website. The final deadline to receive bids was Jan. 29.

The call for tenders for the St-Laurent plant was launched in July last year, and the final deadline was in May after being repeatedly postponed.

No information about the bid openings is available on the government website or on the city's website, even though the number and identity of bidders is public once the envelopes are opened.

The St-Laurent plant should be in operation "in 2020-2021," Fontaine-Giroux said earlier this week. On Thursday, she said that for the moment, the end date for construction work on all three facilities remains unchanged.

Initially, the five facilities planned to handle the city's organic waste were slated to start operating in 2019.

In 2016, then-mayor Coderre announced that the five were more than a year behind schedule and $51 million over budget. The price of the five installations had risen to $288 million from a projected $237 million two years earlier. Last year, Coderre said the overall price tag was pegged at $344 million.

The cost of the St-Laurent facility alone has risen from a projected $45.9 million to $59 million under Coderre, to $65 million in the city's latest capital works program presented by his successor, Valérie Plante.

The city placed a reserve on the Henri-Bourassa property and initiated its expropriation in 2012 and 2013, while Michael Applebaum was city executive committee chairman and then interim mayor of Montreal.

The expropriation was completed in 2016 at a final price to the city of $18.46 million. The property has a municipal valuation of $11.08 million.

lgyulai@postmedia.com (mailto:lgyulai@postmedia.com)

twitter.com/CityHallReport (https://twitter.com/CityHallReport)

RELATED

https://montrealgazette.com/news/local-news/montreals-composting-centre-project-will-be-financial-debacle-critics

Montreal's composting centre project will be financial debacle: critics

The cost of the project will be driven up because of politicians' insistence on processing waste on the island, an industry insider says.

LINDA GYULAI, MONTREAL GAZETTE (HTTPS://MONTREALGAZETTE.COM/AUTHOR/LINDAGYULAI)

Updated: August 3, 2018

The mantras of city officials for the past decade that Montreal must treat its own

https://montrealgazette.com/news/local-news/montreals-composting-centre-project-will-b... 2018-08-06

organic waste within the boundaries of the island and that it must build waste processing centres in different neighbourhoods for the sake of "geographic equity" will lead to a financial debacle for Montreal, critics are predicting, as the city prepares to award contracts for the first three processing facilities.

A clause in the call for tenders for the first three centres is also being blamed for discouraging competition.

"There's no question that it leads to far higher costs," former Westmount mayor Peter Trent said on Thursday of Montreal's choice to build two composting centres, two biomethanation centres and a pre-treatment centre in four locations in the eastern, western, northern and southern parts of the island rather than build one large facility off-island. The project, financed by all of the municipalities on the island, has been in germination since 2008.

As the Montreal Gazette revealed two weeks ago (https://montrealgazette.com/news/local-news/two-firms-vying-to-build-operate-three-montreal-organic-waste-centres), the city received a single bid for an omnibus contract to design, build, operate and maintain a composting plant in Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles borough and a single bid to design, build, operate and maintain a biomethanation plant in Montreal East. The sole bidders on those two contracts are the only competitors for a contract to design, build, operate and maintain the third facility in St-Laurent, a composting centre.

The city hasn't declared the winners yet. It's unknown whether the selection committees that are evaluating the bidders' qualifications and proposals in each call for tenders have opened the bidders' price envelopes yet.

A waste management industry insider, who wished to remain anonymous out of fear of economic reprisals from municipalities, said the lack of competition already suggests that the prices will be high.

And one clause in the specifications appears to have discouraged potential bidders, he contends.

The clause, buried in the 5,000 pages of the call for tenders for the St-Laurent plant, forbids bidders from forming a consortium to submit an offer.

"But in our industry, the guy who builds the site, the guy who sells the technology and the guy who operates the site are three different guys," said the insider, who is a specialist in composting.

"So if they don't have the right to form a consortium, then one of them has to take the lead and the risk for the other two, who become subcontractors. So what happens? He takes bids from subcontractors and adds a very high margin as a financial buffer."

The two bidders on the three contracts are La compagnie de recyclage de papiers MD and SUEZ Canada Waste Services.

The Montreal Gazette contacted Veolia, a global firm that operates more than a hundred waste management facilities, including organic waste, in North America alone, to ask why it didn't bid on Montreal's call for tenders.

"We decided not to respond because a whole set of technical, administrative and financial clauses didn't meet the requirements of our group," Stéphane Mailhot, director of communications for Veolia Canada, said. The company informed the city of its decision, he added. The consortium clause was one issue, he said, but there were other clauses. "We didn't feel all that comfortable to pursue it."

Montreal's debacle with a $355.6-million water-management contract, cancelled in 2009 following a devastating report by the city's auditor general concerning irregularities, may explain the city's decision to forbid consortiums from bidding on the organic waste plants, the industry insider suggested.

However, the auditor general had faulted Montreal for combining two projects — one to install water meters, and the other to do engineering work to install valves on the city's underground water network – in a single contract, which led to the inevitable creation of consortiums and limited competition.

The auditor general's lesson was for the city to break up large-scale projects into sub-projects with separate contracts to promote competition, not to ban consortiums as such.

Meanwhile, the industry insider agreed with Trent's prediction that the cost of the project is driven up because of the politicians' mantra to process waste on the island.

"Officials are on a whim to have composting done on the island of Montreal because it's bad to export waste," he said.

"That's their opinion. But when you're on an island like Montreal and you want to transform waste into compost next to an airport or on a residential neighbourhood where the houses are worth $500,000, it's possible it will cost a fortune to build the composting centres because they have to be armoured (to not create irritants for what's around them)."

Moreover, the insider said it's a fallacy to argue that processing waste on the island will save on trucking material because most of the compost that will be produced at the island's plants will end up being hauled off-island to rural areas anyway.

"It won't be the people of Montreal who will use the compost," he said. "It'll be farmers who live in the countryside. Why don't you do the composting in the countryside next to farms?"

As well, wood chips, which have to be mixed with the organic waste to create compost, will have to be trucked in anyway, the insider said.

"It's like deciding that we need to grow wheat on the island to make all of the bread for everyone on the island who eats bread," he said. "We can't function that way. You have to marry the countryside and the city. We buy our food made in the countryside, and we can return our food remains to the countryside and have it transformed there to re-use on their fields."

In fact, a 2012 study commissioned by Montreal on the potential market for the compost to be produced at its future organic waste treatment centres concluded that most of the compost will be shipped off-island.

Lawns, golf courses, cemeteries, municipal parks and other land on the island offered a theoretical potential use of 135,350 tonnes of compost per year, said the study by the firm Solinov. But the theoretical potential dropped to 27,000 tonnes per year when all of the constraints on use of the compost were taken into consideration.

Given that Montreal's planned composting centres were expected to produce 80,000 tonnes of compost from the organic waste that's collected on the island, the study said, nearly two-thirds of the compost would be used off-island.

The city hasn't answered the Montreal Gazette's latest questions on the composting centre calls for tenders. And Youssef Amane, spokesperson for the city executive committee, hasn't responded to requests for an interview. Members of the executive committee have been on vacation.

For Trent, who retired from politics in 2017, the affair has the odour of an aborted $300-million giant incinerator the island's mayors planned to build in the east end in the early 1990s, all because the

philosophy that was already emanating from the provincial level at that time was for each region to process its own trash.

"It's perhaps bureaucratically satisfying to treat garbage where it's generated," he said.

"But it's illogical. It's a ridiculous straightjacket that we put ourselves into."

lgyulai@postmedia.com (mailto:lgyulai@postmedia.com)

Twitter.com/CityHallReport (https://twitter.com/CityHallReport)

https://montrealgazette.com/news/local-news/montreal-cant-ignore-safety-threat-of-future-composting-site-critics

Montreal can't ignore safety threat of future composting site: critics

The threat of birdstrikes at the St-Laurent centre near Trudeau airport should prompt the city to find different location, opponents say.

LINDA GYULAI, MONTREAL GAZETTE (HTTPS://MONTREALGAZETTE.COM/AUTHOR/LINDAGYULAI)

Updated: July 31, 2018

Opponents of the site that was chosen by the city to build one of its municipal organic

https://montrealgazette.com/news/local-news/montreal-cant-ignore-safety-threat-of-futur... 2018-08-06

waste treatment centres say the birdstrike threat due to its proximity to Trudeau airport should alone prompt the city to find a different location.

In fact, businessman Youssef Nakhoul, whose manufacturing plant abuts the site that Montreal expropriated for the future organic waste facility on Henri-Bourassa Blvd. W. in St-Laurent, two kilometres from the airport, said he doesn't understand how the city settled on the site in the first place.

"We don't understand how this thing happened," Nakhoul said on Wednesday. He also said he wonders why the higher levels of government, notably Transport Canada and the Quebec Environment Department, have not blocked the plan.

Nakhoul was reacting to a report in the Montreal Gazette (https://montrealgazette.com/news/local-news/montreal-drops-ball-on-safety-specs-for-st-laurent-composting-centre) that the city isn't heeding some of the safety precautions that Aéroports de Montréal recommended in 2012 to reduce the risk of bird-plane collisions around the facility. He joined the city's monitoring committee for the St-Laurent facility as a representative of the public this year, but the committee hasn't met in more than a year.

The newspaper reported that some of the ADM's precautions are absent or partially addressed in the specifications that are in the call for tenders the city launched a year ago to award the contract to design, build, operate and maintain the future centre. The city maintains it has followed the airport authority's recommendations.

The Henri-Bourassa location is on the edge of what's categorized as the primary bird strike zone around the airport.

While the composting centre is to be enclosed, the airport authority is concerned about avoiding odours and waste that could attract gulls and other scavengers.

For example, one of the ADM's dozen demands concerning the St-Laurent facility called on the city to ensure that trucks and truck tires are washed before each vehicle leaves the facility.

However, the contract specifications, which are contained in a call for tenders package of more than 5,000 pages, don't impose an obligation on the future builder/operator to ensure trucks and truck tires are washed before they exit.

Instead, the specifications call for the winning contractor to install a pressure washing system with flexible retractable hoses and spray guns in each unloading bay to "allow the truck tires to be adequately cleaned."

And the specifications call for the winning contractor to "actively promote the use of these devices by drivers."

"There are no specs that will force them inside the building to do that," Nakhoul said. "They're not forcing the truck to be washed."

City officials told residents and businesspeople who are concerned about odours that truck tires will be washed before vehicles exit to allay concerns about odours, Nakhoul said.

They also said initially that only wood and grass would be transported to the St-Laurent facility, he said.

"If it's only wood and grass, then why do you need to wash the trucks?" he asked.

"When we ask the question and get two different answers from different people, then we know something is wrong."

Nakhoul and resident Anne Klein, who is spokesperson for the committee Citoyens Saraguay-Cartierville contre l'usine de

compostage Saint-Laurent, have suggested that Montreal only needs one composting plant, and that it should be off-island.

"When we asked questions about the decisions — why the location was selected — some people said it's the only place (to put the composting centre)," Nakhoul said. "But there are other places that nobody explored."

Meanwhile, the city's specifications call for the composting facility to have a green roof.

The city paid $18.46 million to expropriate the site at 9091-9191 Henri-Bourassa Blvd. W. from a numbered company. The property has a municipal valuation of $11.08 million.

The one-million-square-foot site is double the size the city needs for the composting centre, one of the civil service reports on the project has said.

The city originally looked at industrial properties near highways in the West Island, including in Ste-Anne-de-Bellevue, to build the west-end composting centre.

However, the city chose a site on Aviation St. in Dorval, next to the Dorval golf course. Later, the Dorval site's owner, the ADM, withdrew support for the location because it was so close to Trudeau airport.

In 2012, the city under then-mayor Gérald Tremblay and then-executive committee chairman Michael Applebaum, chose the Henri-Bourassa site as an alternative. The city put a reserve on the site while Applebaum was briefly interim mayor in 2013.

A ruling on the final price to expropriate the Henri-Bourassa property came in 2016, while Denis Coderre was mayor.

The Coderre administration also approved the city's purchase of additional vacant land next to the site just north of Henri-Bourassa

for $370,000 plus tax to build an entrance to the composting centre from Pitfield Blvd.

However, the Henri-Bourassa location is only 600 metres further from the extended line of one of the airport runways where planes land and take off than the site on Aviation that caused the ADM to balk.

And while planes are on the ground near the Aviation site, they're at an altitude of around 500 feet when they're in proximity of the Henri-Bourassa site, which experts say is well within reach of large birds.

Transport Canada's 2017 annual report on wildlife strikes at Canadian airports said 1,941 "wildlife strikes" were reported to Transport Canada's Flights Standards Branch; last year, 1,871 were bird strikes. There were another 136 near misses involving birds.

The number of reported bird strikes has been on a nearly steady upward trend in Canada since 2005, when there were 1,250 such reported events.

Trudeau airport reported the fourth-highest number of bird strikes in Canada in 2017, with 105 incidents. The airport had a so-called strike rate of 4.33. The strike rate is the number of strikes per 10,000 movements of aircraft.

Toronto Pearson airport, Vancouver airport and Calgary International airport filled the top three spots on the list of the top 20 airports, in that order. Toronto, with 240 bird strikes, had a strike rate of 4.86.

Quebec City's Jean Lesage airport was near the bottom of the list of the top 20 airports with bird strikes. It had a reported 21 bird strikes in 2017, and a strike rate of 2.56.

In the incident reports that indicated the phase of the flight, the majority of the strikes occurred during landing (31 per cent) and takeoff (29 per cent).

More than three-quarters of the incident reports didn't indicate the altitude of flight when a bird strike occurred. But of those that did, the majority occurred at 200 feet and below, while 31 occurred at 201 to 500 feet.

lgyulai@postmedia.com (mailto:lgyulai@postmedia.com)

twitter.com/CityHallReport (https://twitter.com/CityHallReport)